

TRANSITION ENERGÉTIQUE

LA RÉFORME AVAIT PRIS UN RETARD DE PRÈS DE DEUX DÉCENNIES

LEILA BENALI



REGARDS D'EXPERTS

Dr Saïd GUEMRA



ACTUALITÉS VERTES

Indicateurs ESG : seule une minorité d'entreprises au Maroc partage ses données

Développement humain : 44 projets approuvés à Nador

ZOOM

Climat : Le Sud face aux promesses non tenues

Nizar Baraka : en matière de financement climatique, le Maroc montre la voie avec des solutions innovantes

ENTREPRISE DURABLE

Smurfit Westrock : une expansion verte au Maroc et en Afrique



LES *matinées*
DURABLES

1^{ère}
édition

Mai 2025 - Casablanca



Organisateurs :

ConsoNews

GREEN
TIMES



Nabil Taoufik
Directeur de Publication

GREENTIMES : UNE VOIX MAROCAINE POUR UN AVENIR DURABLE

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une immense fierté et une profonde conviction que nous vous présentons le tout premier numéro de GreenTimes. Ce projet est né de l'urgence de repenser notre rapport à la planète, de promouvoir des initiatives durables et de donner une voix à ceux qui œuvrent pour un avenir respectueux de l'environnement.

Le Maroc s'est engagé résolument dans la voie du développement durable, adoptant des politiques publiques ambitieuses en matière d'énergies renouvelables et de transition énergétique. Des projets phares tels que le complexe solaire Noor Ouarzazate et le parc éolien de Tarfaya illustrent cette volonté de positionner notre pays comme un leader en Afrique et dans le monde arabe dans la lutte contre le changement climatique.

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est également au cœur des préoccupations nationales, avec des initiatives visant à intégrer des pratiques durables au sein des organisations. La Stratégie Nationale de Développement Durable 2030 souligne l'importance de renforcer le cadre réglementaire et institutionnel pour promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

GreenTimes se veut le reflet de cette dynamique, offrant une plateforme dédiée aux professionnels, aux étudiants, aux militants, aux technologues et à tous les acteurs engagés dans le développement durable. Notre mission est de vous informer avec rigueur, de vous inspirer par des histoires de changement et de vous accompagner dans cette transition essentielle.

Dans ce premier numéro, nous explorons des initiatives locales et internationales qui redéfinissent notre manière de produire, de consommer et de préserver nos ressources. Nous donnons la parole aux acteurs du changement : entrepreneurs, chercheurs, militants et citoyens engagés, convaincus que l'avenir se construit aujourd'hui.

Rejoignez-nous dans cette aventure. Ensemble, donnons plus de poids aux idées qui font bouger le monde et écrivons une nouvelle page, plus verte, plus responsable et plus solidaire.

Bonne lecture et bienvenue dans l'univers de GreenTimes !



GreenTimes est édité par le groupe
CONSONEWS Résidence Kenza
rue arkachon 2ème étage n 3 la
Gironde Casablanca - Maroc
Tél. : 05 22 54 88 10
Fax : 05 22 24 01 30
E-mail : nabil.taoufik@gmail.com

Site Web : www.greentimes.ma

Directeur de la publication :
NABIL TAOUFIK
Dossier de presse : 46/2016 ص

MOROCCAN CONSUMER DAY **6^{ème}** édition

Juin 2025 - Casablanca



**LE FUTUR DU COMMERCE AU MAROC
COMMENT MIEUX COMPRENDRE ET
FIDÉLISER LE CONSOMMATEUR MAROCAIN ?**

Organisateur

ConsoNews



.07

ACTUALITES VERTES

- 06 • ADM et Operation Smile Morocco unissent leurs efforts pour une caravane dentaire au service des enfants
- 07 • Éducation financière : Centrale Danone et Crédit Agricole du Maroc lancent un programme de formation pour les éleveurs
- 07 • Vague de froid : une mobilisation nationale en exécution des Hautes Instructions Royales
- 08 • Développement humain : 44 projets approuvés à Nador pour 16,7 millions de dirhams
- 09 • Indicateurs ESG : seule une minorité d'entreprises au Maroc partage ses données

ZOOM

- 18 • Climat, le Sud face aux promesses non tenues
- 20 • Nizar Baraka, en matière de financement climatique le Maroc montre la voie avec des solutions innovantes

REGARDS D'EXPERTS

- 22 • Une électricité 100% renouvelable est impossible à l'horizon 2050, la limite raisonnable à planifier serait de 50% à 65% de la consommation attendue

ENTREPRISE DURABLE

- 26 • Smurfit Westrock, une expansion verte au Maroc et en Afrique



.18



.20



.24



ADM ET OPERATION

SMILE MOROCCO UNISSENT LEURS EFFORTS

POUR UNE CARAVANE
DENTAIRE AU SERVICE DES
ENFANTS

La Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM) et Operation Smile Morocco (OSM) ont organisé, les 20 et 21 décembre, une caravane de soins dentaires destinée aux élèves du Groupe scolaire Melloussa, situé dans la province de Fahs-Anjra. Cette initiative, inscrite dans une démarche de responsabilité sociétale, a permis de combiner santé bucco-dentaire et moments de joie pour les enfants.

Une mission riche en actions et en impacts

Lors de cette opération, 366 enfants ont bénéficié de consultations, soins et extractions dentaires. En tout, plus de 1 574 actes dentaires ont été réalisés par une équipe de professionnels bénévoles. Parallèlement, une kermesse festive a été organisée pour créer une ambiance conviviale, incluant des ateliers ludiques, des jeux éducatifs et des spectacles. Cette approche intégrée a permis d'allier sensibilisation à la santé bucco-dentaire et activités récréatives, offrant ainsi une expérience complète aux enfants.

ADM : un acteur engagé pour les communautés

Depuis 2008, ADM mène le programme 1/Jeunes Espoirs, en partenariat avec le ministère de l'Éducation Nationale. Ce programme vise à améliorer les infrastructures des écoles proches des autoroutes et à sensibiliser les jeunes à des enjeux essentiels, tels que la sécurité routière, le développement durable et la santé scolaire. Les caravanes médicales, comme celle organisée à Melloussa, s'inscrivent pleinement dans cette démarche, illustrant l'engagement d'ADM en tant qu'entreprise citoyenne.

Operation Smile Morocco : 25 ans de service aux enfants défavorisés

Sous la Présidence d'Honneur de la Princesse Lalla Meryem, Operation Smile Morocco célèbre cette année son 25^e anniversaire. Dédiée au soutien des enfants souffrant de malformations faciales (fentes labiales et palatines) et des jeunes issus de milieux défavorisés, l'organisation continue d'apporter espoir et bien-être à travers des missions comme celle-ci.

Cette collaboration avec ADM est une nouvelle illustration de son impact, avec plus de 1 500 actes dentaires réalisés. Elle démontre également une volonté commune de transformer des vies et de soutenir les communautés vulnérables du Royaume.

Une initiative porteuse de sourires et d'espoir

Cette caravane dentaire reflète l'engagement continu d'ADM et d'Operation Smile Morocco pour améliorer les conditions de vie des enfants, tout en consolidant leurs efforts en faveur des territoires traversés par le réseau autoroutier. Une mission qui ne se limite pas aux soins, mais qui vise à redonner le sourire à des centaines de jeunes, en changeant leur quotidien.



ÉDUCATION FINANCIÈRE : CENTRALE DANONE ET CRÉDIT AGRICOLE DU MAROC LANCENT UN PROGRAMME DE FORMATION POUR LES ÉLEVEURS

Le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) et Centrale Danone ont annoncé le lancement de sessions de formation dédiées à l'éducation financière des éleveurs et de leurs familles. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du partenariat signé entre les deux entités en 2024, visant à promouvoir l'autonomie économique et la résilience des producteurs locaux.

Un programme pour renforcer les capacités des éleveurs

Développé par le Centre des Études et de Recherche du Crédit Agricole du Maroc (CERCAM), le programme s'adresse aux éleveurs, notamment ceux affiliés à Hlib Bladi, un projet de Centrale Danone accompagnant 10 000 petits éleveurs. Les formations débiteront en 2025, dans le cadre des journées spécialement dédiées aux producteurs.

Le programme repose sur deux axes principaux :

- L'éducation financière de base : Transmettre des notions essentielles en gestion financière pour améliorer l'autonomie des éleveurs et leur permettre de mieux gérer leurs revenus.
- La gestion de l'élevage laitier : Enseigner des techniques modernes pour optimiser la productivité et la durabilité des exploitations.

Des objectifs ambitieux pour un secteur durable

Ali Benmokhtar, directeur central du CERCAM, a souligné l'impact de ce partenariat :

« Ce projet marque une étape clé dans l'intégration financière des éleveurs des zones rurales. Ces formations auront un effet direct sur leur qualité de vie et sur la pérennité de leurs activités. »

Anass El Ayachi, directeur de l'Amont Laitier chez Centrale Danone, a ajouté :

« Nous sommes déterminés à accompagner les éleveurs dans leur développement technique et financier, tout en contribuant au développement durable du secteur agricole marocain. »

Un engagement commun pour le développement durable

Cette collaboration entre le GCAM et Centrale Danone reflète une vision partagée pour un modèle économique inclusif et durable. Ce programme met en lumière l'importance d'accompagner les petits producteurs afin de garantir la viabilité du secteur laitier marocain tout en améliorant les conditions de vie dans les zones rurales.



VAGUE DE FROID : UNE MOBILISATION NATIONALE EN EXÉCUTION DES HAUTES INSTRUCTIONS ROYALES

En application des Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le ministère de l'Intérieur a lancé une mobilisation générale de tous les moyens logistiques et humains pour soutenir les citoyens touchés par la vague de froid qui frappe plusieurs régions du Royaume.

Une coordination renforcée à tous les niveaux

Les Walis et gouverneurs des provinces concernées ont été appelés à assurer un suivi constant de la situation et à mettre en œuvre des mesures proactives pour alléger les difficultés rencontrées par la population. Cette mobilisation s'inscrit dans le cadre du plan national hivernal 2024-2025, qui prévoit l'élargissement de la couverture à 185 douars supplémentaires, portant ainsi le nombre total à 2 014 douars, répartis sur 241 communes dans 28 préfectures et provinces, touchant une population estimée à 872 778 habitants.

Des actions concrètes sur le terrain

Pour répondre efficacement aux besoins des populations vulnérables, un Centre de pilotage et de veille a été mis en place au niveau du ministère de l'Intérieur, ainsi que des commissions provinciales de suivi, afin de garantir une intervention rapide et efficace.

Les principales mesures déployées incluent :

L'approvisionnement en produits de première nécessité, en moyens de chauffage et en aliments pour le bétail.

La mobilisation d'engins de déneigement, placés stratégiquement à proximité des axes routiers menacés, La distribution d'aides humanitaires, comprenant des couvertures, du bois de chauffage et des denrées alimentaires.

Le maintien des réseaux de communication et d'accès routier, pour éviter tout isolement des zones enclavées. Des interventions d'urgence en faveur des populations les plus exposées aux conditions extrêmes.

Un engagement total pour la sécurité des citoyens

Le ministère de l'Intérieur, en collaboration avec les différents départements concernés, réaffirme son engagement à assurer la sécurité et le bien-être des citoyens en déployant tous les moyens nécessaires pour faire face aux intempéries.

Cette mobilisation illustre la volonté des autorités marocaines d'assurer une assistance proactive et efficace aux populations en difficulté, conformément aux directives royales, et de garantir leur protection face aux rigueurs de l'hiver.



Développement humain, 44 projets approuvés à Nador pour 16,7 millions de dirhams

Le Comité provincial de développement humain (CPDH) de Nador a validé 44 projets lors de sa dernière réunion, pour un investissement global de plus de 16,72 millions de dirhams (MDH). Ces initiatives ambitieuses visent à dynamiser l'économie locale tout en favorisant l'inclusion sociale.

Une répartition équilibrée

Parmi ces projets, 15 sont portés par des coopératives et 29 sont destinés aux auto-entrepreneurs et petites entreprises. Ils couvrent divers secteurs stratégiques, notamment l'agriculture, l'artisanat, le commerce, les services, la pêche, le tourisme et le transport. Ces initiatives témoignent d'une volonté de diversifier l'économie locale et de renforcer son résilience.

Une sélection rigoureuse

La réunion, présidée par le gouverneur de la province, Jamal Chaarani, a examiné 59 propositions de projets. Parmi celles-ci, 26 relevaient de l'économie sociale et solidaire, tandis que 33 étaient axées sur l'entrepreneuriat. Ces choix stratégiques reflètent l'engagement de l'INDH à soutenir des projets créateurs de valeur ajoutée pour la région.

Inclusion économique et sociale

Ces projets s'inscrivent dans le cadre du troisième programme de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), centré sur l'amélioration des revenus et l'inclusion économique des jeunes. L'objectif principal est de renforcer les compétences entrepreneuriales, tout en soutenant les initiatives locales porteuses de dynamiques économiques et sociales.

Le programme met également l'accent sur l'autonomisation économique des femmes et des personnes en situation de handicap, contribuant ainsi à une meilleure intégration socio-économique des

bénéficiaires. « Ces projets sont essentiels pour accompagner les jeunes et les acteurs locaux dans leur développement, » a souligné un responsable de l'INDH.

Vers un développement durable et inclusif

L'INDH réaffirme son engagement envers un développement durable et inclusif, en collaborant avec les acteurs locaux pour créer une dynamique économique renforcée et une meilleure cohésion sociale. Ces 44 projets illustrent une volonté concrète de transformer les réalités économiques et sociales de la province de Nador, tout en favorisant une croissance équitable et solidaire.



UN
DÉVELOPPEMENT
DURABLE
ET INCLUSIF



Indicateurs ESG, seule une minorité d'entreprises au Maroc partage ses données



La deuxième édition du Baromètre de la Gouvernance Responsable, menée par la CGEM, le Club des Femmes Administrateurs (CFA Maroc), l'Institut Marocain des Administrateurs (IMA) et Ethics & Boards, a révélé des avancées notables, tout en soulignant des défis persistants. Basé sur l'analyse de 90 entreprises marocaines faisant appel public à l'épargne, ce rapport met en lumière les progrès réalisés en 2023.

Avancées encourageantes

Les résultats montrent une nette amélioration dans plusieurs domaines :

- **Transparence** : 60 % des entreprises ont communiqué sur leurs indicateurs de gouvernance, contre 40 % en 2022.
- **Indépendance des conseils** : 91 % des entreprises incluent au moins un membre indépendant, et 76 % des présidents de comité d'audit sont désormais indépendants.
- **Équilibre des genres** : Les femmes représentent 23,2 % des conseils d'administration, avec 31 % des entreprises dépassant le seuil de 30 %.
- **Responsabilité sociale et environnementale** : 83 % des entreprises ont partagé leur politique sociale, tandis que 88 % ont communiqué sur leurs initiatives environnementales.

Des lacunes encore présentes

Malgré ces progrès, des efforts restent nécessaires, notamment en matière de communication environnementale et sociale.

- Seuls 39 % des entreprises publient des indicateurs sociaux.
- Seulement 17 % partagent des objectifs de réduction des émissions de GES.
- Un seul acteur s'est engagé dans la démarche SBTi (Science Based Targets initiative), soulignant un retard dans l'élaboration d'objectifs environnementaux quantifiables.

Ces lacunes témoignent d'un besoin urgent d'intégrer les engagements environnementaux dans les stratégies globales et de structurer davantage les données extra-financières.

Une dynamique collective à renforcer

Lors d'une table ronde organisée en marge de la présentation, les participants, dont des représentants de la Bourse de Casablanca et de la Commission RSE de la CGEM, ont mis l'accent sur l'importance d'adopter des standards internationaux adaptés au contexte marocain. Lamia El Bouanani, Directrice Générale de l'IMA, a prôné une approche progressive pour accompagner les entreprises dans cette transition.

Malgré les défis, l'événement s'est terminé sur une note optimiste. Chadia Jazouli, Présidente de la Commission Éthique et Gouvernance de la CGEM, a rappelé que la gouvernance responsable est un processus continu : « Chaque progrès nous rapproche d'un tissu économique exemplaire et durable. »

Vers une gouvernance d'excellence

Ce baromètre s'inscrit dans une démarche annuelle d'amélioration continue, visant à promouvoir l'excellence en matière de gouvernance. Pour Chakib Alj, Président de la CGEM, il ne s'agit pas seulement de répondre aux exigences légales, mais aussi de créer des entreprises résilientes et responsables, capables de générer un impact positif sur leur écosystème.

Ce rapport souligne que la gouvernance responsable est bien plus qu'un simple cadre réglementaire : elle constitue une véritable opportunité pour renforcer la compétitivité et la durabilité des entreprises marocaines.

2^{ème} édition du baromètre de la gouvernance responsable



SOS Villages d'Enfants Maroc et Fromageries Bel Maroc unis contre les inégalités alimentaires

Une alliance solidaire pour un impact durable

Le 10 février 2025, à Casablanca, SOS Villages d'Enfants Maroc et Fromageries Bel Maroc ont officialisé un partenariat autour d'une initiative solidaire de produit-partage. L'objectif est clair : lutter contre les inégalités alimentaires en offrant jusqu'à un million de portions de fromage ou leur équivalent en don financier aux communautés dans le besoin.

À travers cette opération, qui s'étendra de la mi-février jusqu'à la fin du mois de Ramadan, Fromageries Bel Maroc s'engage à reverser une portion de fromage sur huit (ou son équivalent en numéraire) sur chaque boîte vendue de La Vache qui rit For Good. Une initiative qui allie solidarité et engagement citoyen, comme l'explique Leila Aggadi, Directrice Marketing et Communication de Fromageries Bel Maroc : « Nous souhaitons non seulement apporter une aide concrète aux populations vulnérables, mais aussi inciter nos consommateurs à adopter un achat solidaire. »

La Vache qui rit For Good : un engagement sociétal affirmé

Depuis plusieurs années, Fromageries Bel Maroc met un point d'honneur à renforcer son impact social à travers des initiatives ciblées. La Vache qui rit For Good incarne cette volonté, en s'appuyant sur une démarche Brand Social Responsibility (BSR) qui favorise l'entraide et la générosité.

Cet engagement se traduit également par une collaboration continue avec SOS Villages d'Enfants Maroc autour de projets structurants :

Dons alimentaires pour garantir un apport en calcium et micronutriments aux enfants pris en charge par l'ONG.

Soutien éducatif et matériel, incluant la distribution de fournitures scolaires.

Implication des collaborateurs de Bel Maroc dans des actions de bénévolat en faveur des enfants des Villages SOS.

Initiatives post-séisme, avec le forage de puits dans les régions d'El Haouz et Taroudant pour soutenir les populations locales.

Fromageries Bel Maroc : au-delà du fromage, un acteur engagé

Entreprise incontournable de l'industrie agroalimentaire marocaine, Fromageries Bel Maroc emploie 1 300 personnes réparties entre son usine de Tanger, sa plateforme logistique de Mohammedia et son siège à Casablanca. Son engagement dépasse le cadre de la production, avec des actions ciblées pour soutenir son écosystème et protéger l'environnement.

Depuis 2019, l'entreprise développe le programme INAYA, qui a évolué en 2024 vers Tafawouk by Inaya, un projet alliant couverture santé pour les commerçants partenaires et soutien scolaire pour leurs enfants.

Sur le plan écologique, Fromageries Bel Maroc a investi 30 millions de dirhams en 2024 pour la mise en place d'une chaudière à biomasse sur son site de Tanger. Cette initiative vise une réduction annuelle de 3 200 tonnes de CO₂ et s'inscrit dans la stratégie de neutralité carbone du Groupe Bel d'ici 2025.

Avec cet engagement renouvelé aux côtés de SOS Villages d'Enfants Maroc, Fromageries Bel Maroc réaffirme son rôle d'entreprise responsable, plaçant la solidarité et la durabilité au cœur de sa mission.



RISEx revient pour une 2^e édition à Rabat. Une expérience immersive autour de la résilience et de l'inclusion



Et si le handicap nous offrait une nouvelle perspective sur le monde ?

Le 21 février 2025 à 18h30, au Cinéma Renaissance à Rabat, Nabda Foundation, avec le soutien d'Axa Services Maroc, de la Fondation Hiba, de Handicap International et de l'Institut Français, vous convie à une soirée d'exception placée sous le signe de l'inspiration, du partage et de la diversité.

Après une première édition réussie à Casablanca, organisée en partenariat avec la CIMR lors de la Journée Mondiale du Handicap 2024, RISEx revient avec la même ambition : briser les barrières et célébrer l'inclusion autrement.

Six intervenants d'exception, six parcours inspirants

Bien plus qu'un simple événement, RISEx est une immersion au cœur de la résilience. Six personnalités au parcours hors du commun

partageront leurs défis, leurs réussites et leur vision du handicap, invitant ainsi à changer de regard et à s'inspirer de récits authentiques.

Nabda Foundation, un acteur clé de l'inclusion au Maroc

Créée en 2021, Nabda Foundation s'engage pour une société plus inclusive où le sport, l'art et l'emploi jouent un rôle essentiel dans l'épanouissement des personnes en situation de handicap. Grâce à des programmes innovants, l'ONG encourage la confiance en soi, valorise la créativité et favorise des parcours professionnels durables.

Une édition inédite à Rabat, soutenue par Axa Services et la Fondation Hiba

Pour cette 2^e édition, Axa Services et la Fondation Hiba s'associent à Nabda Foundation pour offrir une expérience unique, où inclusion et inspiration se rencontrent. RISEx ne se limite pas à un événement : c'est une invitation à voir le handicap autrement et à contribuer à un changement de perception durable.

Un événement solidaire et ouvert à tous

L'inclusion nous concerne tous. Réservez dès maintenant votre place pour une soirée inoubliable et découvrez des parcours exceptionnels qui ne manqueront pas de marquer les esprits.



ÉLECTRICITÉ : UNE CONSOMMATION MONDIALE EN HAUSSE DE 4 % PAR AN JUSQU'EN 2027

Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation électrique mondiale devrait croître de 4 % par an jusqu'en 2027. Cette augmentation est portée par la transition énergétique et la demande croissante des pays émergents.

Une « nouvelle ère de l'électricité »

Le rapport, publié ce vendredi, compare cette hausse à l'ajout annuel de la consommation électrique du Japon. Les pays en développement, avec la Chine en tête, représentent 85 % des nouveaux besoins en électricité.

La transition énergétique joue un rôle clé dans cette croissance : la production de batteries, de panneaux solaires et de voitures électriques demande une quantité croissante d'électricité. En Chine, ces secteurs représentent déjà un tiers de la production électrique.

Climatiseurs et hausse des températures

L'augmentation de la demande est aussi liée à la généralisation des climatiseurs. « Au Japon et aux États-Unis, 90 % des foyers en sont équipés. Avec la hausse des températures et les vagues de chaleur, la demande en électricité explose », explique Keisuke Sadamori, directeur des marchés énergétiques à l'AIE.

Vers une production plus verte ?

Deux tiers de l'électricité mondiale restent issus des énergies fossiles, mais la part des renouvelables progresse. « Les émissions liées à l'électricité atteignent un plateau grâce au développement des énergies vertes et à la stagnation de la production fossile », note Eren Cam, principal auteur du rapport.

L'AIE alerte néanmoins sur la vulnérabilité des infrastructures électriques face aux événements climatiques extrêmes, qui risquent de perturber l'approvisionnement à l'avenir.



TAXE CARBONE EN UE : L'IMPACT SERA LIMITÉ SUR L'INDUSTRIE NATIONALE

Lors de son intervention à la Chambre des Conseillers, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, a minimisé l'impact de la taxe carbone européenne sur l'industrie marocaine. Selon lui, seuls quelques secteurs, notamment l'électricité, le ciment et les engrais, sont directement concernés, et ceux-ci disposent de la résilience nécessaire pour s'adapter sans intervention de l'État.

Une stratégie de décarbonation déjà en marche

Le ministre a rappelé que le Maroc avait amorcé sa transition écologique bien avant l'instauration de la taxe carbone par l'Union européenne. Il a souligné que cette orientation s'inscrit dans une vision stratégique adoptée depuis plus de 25 ans, sous l'impulsion royale, et que l'accès à une électricité propre et abordable permet aux industriels marocains de se conformer aux normes de développement durable.

Des défis pour certains secteurs

Si l'industrie marocaine est globalement alignée sur les exigences environnementales, Ryad Mezzour a toutefois pointé du doigt deux domaines nécessitant des efforts supplémentaires :

Le textile, qui doit intégrer davantage de fibres recyclées.

La logistique, qui doit évoluer vers un transport de marchandises plus écologique, notamment en favorisant le rail et les véhicules électriques ou à hydrogène.

Un cap maintenu pour la compétitivité du Maroc

En conclusion, le ministre a assuré que le Maroc poursuivra ses efforts en matière de décarbonation, non pas en réaction à la taxe carbone européenne, mais dans une logique de compétitivité et de développement durable à long terme.



SAINT-GOBAIN SEKURIT MAROC ET NAREVA SCÉLLENT UN PARTENARIAT POUR UNE ÉLECTRICITÉ 100% ÉOLIENNE

Saint-Gobain Sekurit Maroc et Energie Éolienne du Maroc (EEM), filiale du Groupe Nareva, annoncent la signature d'un accord stratégique pour l'approvisionnement en électricité éolienne du site de production de Kenitra. Ce contrat, d'une durée de 20 ans, garantira la fourniture de 35 GWh d'électricité par an, permettant ainsi de couvrir 90% des besoins énergétiques du site et de réduire les émissions de CO₂ de 25 000 tonnes chaque année.

Un engagement fort pour la transition énergétique

L'accord a été signé par Gilles Abensour, CEO de Saint-Gobain Maroc, Benoît Bourrier, Directeur Général de Saint-Gobain Sekurit Maroc, et Adil Khamis, Directeur Général d'EEM. Il marque une avancée majeure dans la stratégie de décarbonation du groupe au Maroc et répond aux exigences croissantes des clients en matière de production responsable et durable.

Vers une électricité 100% verte d'ici 2025

Au-delà de cet accord éolien, Saint-Gobain Maroc prévoit d'installer des panneaux solaires sur les toits de son site de Kenitra d'ici l'été 2025, portant ainsi à 95% la part d'électricité verte consommée.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des engagements de Saint-Gobain visant zéro émission nette de carbone d'ici 2050 et contribue activement à l'essor d'une économie bas-carbone au Maroc.



MITSUBISHI POWER ÉQUIPERA LA CENTRALE D'AL WAHDA DE DEUX TURBINES À GAZ

Mitsubishi Power, filiale du groupe Mitsubishi Heavy Industries (MHI), fournira deux turbines à gaz M7011AC pour la centrale d'Al Wahda, située dans la province de Ouazzane. Ce projet, réalisé en partenariat avec l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), vise à renforcer la stabilité du réseau électrique marocain en complément des énergies renouvelables.

L'accord a été signé à Rabat en présence de Tarik Hamane, directeur général de l'ONEE, de Javier Cavada, président de Mitsubishi Power pour l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, ainsi que de représentants de China Energy Engineering Corporation Limited (CEEC), partenaire du projet.

Implantée à proximité du barrage Al Wahda, cette centrale fonctionnera en cycle ouvert, offrant une réactivité optimale face aux fluctuations de la production d'électricité. Avec une puissance de 990 mégawatts, elle couvrira environ 7 % des besoins énergétiques du pays. Sa mise en service est prévue pour 2027.

Les turbines installées, compatibles avec un mélange d'hydrogène et de gaz naturel, s'inscrivent dans la stratégie du Maroc visant à atteindre plus de 52 % d'énergies renouvelables d'ici 2030. Leur flexibilité garantira une alimentation stable du réseau, malgré l'essor des sources intermittentes.

Mitsubishi Power assurera également la maintenance des équipements dans le cadre d'un contrat de service signé avec l'ONEE. « Ce projet renforce notre sécurité énergétique tout en facilitant l'intégration des énergies renouvelables », a déclaré Tarik Hamane. De son côté, Javier Cavada a souligné l'importance de cette infrastructure pour la stabilité du réseau électrique marocain.



SOMMET AFRICAIN SUR L'ÉNERGIE : UN PLAN AMBITIEUX POUR ÉLECTRIFIER 300 MILLIONS DE PERSONNES EN CINQ ANS

Les 27 et 28 janvier, Dar es-Salaam a accueilli le sommet africain sur l'énergie, réunissant les dirigeants du continent autour d'un objectif majeur : fournir une électricité fiable et abordable à 300 millions d'Africains d'ici cinq ans.

Pour atteindre cette ambition, des réformes et des initiatives concrètes seront mises en place par les gouvernements, tandis que les partenaires de développement se sont engagés à mobiliser 50 milliards de dollars. Ces engagements figurent dans la Déclaration de Dar es-Salaam, qui sera soumise à l'adoption lors du prochain sommet de l'Union africaine en février.

Le document insiste sur l'accélération des investissements dans les énergies renouvelables, en particulier le solaire et l'hydroélectrique, ainsi que sur le développement des infrastructures électriques et l'incitation du secteur privé à s'impliquer davantage.

Par ailleurs, la déclaration met l'accent sur la réduction des coûts de l'électricité, la limitation de la dépendance au bois de chauffage et la promotion de la production d'énergie propre.

Le Maroc, représenté par la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali, a pris part aux discussions aux côtés d'une délégation marocaine comprenant notamment l'ambassadeur Zakaria El Goumiri et des responsables du ministère.



L'IFC ACCÉLÈRE LA TRANSITION DU TEXTILE MAROCAIN VERS UN MODÈLE CIRCULAIRE

La Société financière internationale (IFC) renforce son soutien à l'industrie marocaine du textile et de l'habillement avec un programme d'assistance technique de 1,7 million de dollars. L'objectif : structurer une filière de recyclage des déchets post-industriels et positionner le Maroc comme un acteur clé du textile durable, en adéquation avec les exigences du Pacte vert européen.

Un projet pilote pour un textile plus vert

Ce programme vise à transformer les déchets générés par la production – chutes de coupe, stocks dormants, produits non conformes – en matières premières réutilisables. L'enjeu est double : réduire l'empreinte carbone du secteur tout en sécurisant l'accès aux marchés internationaux, de plus en plus exigeants en matière de circularité.

Le Maroc, acteur stratégique du textile européen

Le pays s'affirme comme un partenaire incontournable du marché européen. En novembre 2024, il s'est classé 8e fournisseur d'habillement de l'UE avec 2,52 milliards d'euros d'exportations, en hausse de 7 %. Parallèlement, il est 4e importateur de textile européen, totalisant 1,9 milliard d'euros d'achats, illustrant ainsi la solidité du partenariat euro-marocain.

Un engagement renforcé jusqu'en 2027

Lancée en 2024, cette initiative s'étendra sur trois ans pour démontrer la viabilité d'un modèle de production circulaire et bas carbone. L'IFC ambitionne de renforcer les capacités des industriels

marocains pour assurer un approvisionnement durable en matières premières recyclées et consolider la place du royaume comme leader en circularité textile.

Une stratégie alignée sur les objectifs de décarbonation

Ce projet s'inscrit dans la dynamique amorcée par l'IFC en 2023, avec un accord signé avec le ministère de l'Industrie et l'AMITH, visant à accélérer la transition vers un textile plus durable. En 2024, un partenariat a également été conclu avec l'AMDIE pour stimuler les investissements privés dans ce domaine.

En parallèle, un rapport publié par l'IFC et l'AMITH en 2023 préconise des actions clés : mise en place d'usines modernes de collecte et de recyclage, création d'une filière traçable pour les marques et investissements dans l'innovation technologique.

Le textile, pilier de l'économie marocaine

Représentant 27 % des emplois industriels, 15 % du PIB manufacturier et 25 % des exportations, le textile-habillement est un secteur stratégique pour le Maroc. Son principal débouché reste l'Union européenne, où les exigences en matière de durabilité se renforcent.

Avec ce programme, l'IFC réaffirme son engagement en faveur d'une industrie textile marocaine plus verte, compétitive et alignée sur les standards internationaux.





CLÔTURE DU PREMIER GREEN IMPACT EXPO & SUMMIT, UN PLAIDOYER POUR LA MOBILITÉ DURABLE

La première édition du Green Impact Expo & Summit (GIES 2025) qui a réuni acteurs publics et privés pour célébrer les expertises et solutions innovantes et compétitives en matière de mobilité durable, a clôturé ses travaux, jeudi soir à Casablanca.

« La première édition du GIES 2025 a été organisée avec pour objectif de rassembler des acteurs issus de divers secteurs liés à la mobilité durable », a affirmé dans une déclaration à la MAP, Si Mohamed Hifdi, président du GIES 2025, notant que cette initiative vise à décloisonner les secteurs et à adopter une approche systémique intégrant l'énergie, l'industrie, le commerce et la transition numérique pour accélérer la décarbonation conformément aux engagements du Maroc.

Selon M. Hifdi, cet événement a permis d'instaurer un dialogue entre les différents acteurs, notamment le secteur public, le secteur privé, les collectivités et la société civile, indiquant que la mobilité constitue un besoin fondamental des citoyens, au même titre que l'emploi, la santé et l'éducation, tel que défini dans le Nouveau Modèle de Développement.

Les travaux ont porté sur les principaux leviers d'accélération de la transition durable, notamment les aspects techniques, réglementaires, fiscaux et financiers. M. Hifdi a mis en avant l'impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, prévu pour 2026, sur l'industrie exportatrice marocaine, soulignant les attentes et les préoccupations des opérateurs économiques face à cette nouvelle réglementation.

Il a également évoqué les retours d'expériences internationaux en matière de logistique et de gestion des flux lors des grands événements. À cet égard, il a relevé l'importance de veiller à une planification globale du volet transport en prévision de l'organisation de la CAN 2025 et de la Coupe du monde 2030.

Le président du GIES 2025 s'est félicité de la participation des partenaires institutionnels, académiques et économiques ayant contribué au succès de cette édition, appelant à poursuivre cette dynamique et de renforcer cette plateforme en tant qu'espace collaboratif de réflexion et de veille scientifique pour accompagner la transition vers une mobilité durable.

Cette cérémonie de clôture a été marquée par la remise des trophées du Green Impact Expo & summit Challenge, initié en collaboration avec StartGate, le campus de startups de l'université Mohammed VI Polytechnique, ce projet destiné aux entrepreneurs et startups marocaines et africaines, offre une plateforme pour présenter des solutions concrètes et innovantes face au défi de la mobilité durable.

Ce challenge a permis d'identifier des startups proposant des solutions innovantes aux enjeux environnementaux et sociétaux actuels. Ainsi, les 5 grands gagnants du concours sont les startups « Weego », « Pogo », « Findcharge », « Lowgistic », et « Simpower ».

Organisé par la Fédération du Transport et de la Logistique (FTL-CGEM), cet événement, qui a accueilli la France en invité d'honneur, s'est tenu sous l'égide des ministères de l'Industrie et du Commerce, de la Transition énergétique et du Développement durable, du Transport et de la Logistique, ainsi que celui de la Transition numérique et de la Réforme de l'Administration.



LEILA BENALI MET EN AVANT LES PROGRÈS DU MAROC EN MOBILITÉ DURABLE AU GIES 2025

Intervenant lors du Green Impact Expo & Summit (GIES 2025), la ministre de la Transition énergétique et du Développement durable, Leila Benali, a mis en avant les efforts du Maroc en matière de mobilité durable. Elle a rappelé que, malgré une forte consommation d'énergies fossiles, le pays ambitionne de devenir un leader de la transition énergétique grâce à des solutions innovantes dans les transports.

Des mesures concrètes pour réduire l'empreinte carbone du transport

Avec plus de 36 % de la consommation énergétique nationale et 23 % des émissions de gaz à effet de serre, le secteur des transports est un enjeu clé. Pour y remédier, le gouvernement marocain a déployé plusieurs initiatives, dont l'installation de 150 bornes de recharge pour véhicules électriques sur plus de 1 200 kilomètres.

Le pays a également mis en place des incitations fiscales, notamment l'exonération de la taxe annuelle sur les véhicules électriques et hybrides, ainsi que l'adoption de la norme Euro 6 depuis janvier 2022. Dans le secteur de l'aviation, le Maroc s'engage dans l'utilisation de carburants durables (SAF) pour réduire les émissions de CO2.

Une stratégie intégrée pour une transition énergétique réussie

La ministre a aussi évoqué les plans régionaux de développement de l'efficacité énergétique, élaborés en partenariat avec l'Agence marocaine de l'efficacité énergétique (AMEE). Ces programmes visent à optimiser la consommation énergétique dans tous les secteurs, y compris les transports, pour accélérer la transition écologique du pays.

Le Maroc confirme ainsi son ambition de devenir un acteur clé de la mobilité durable et de la décarbonation des transports, tout en favorisant une coopération active entre les secteurs public et privé.



RABAT : L'ANEF ET LA FAO

SE PENCHENT SUR LA GESTION INTÉGRÉE DES INCENDIES DE FORÊTS

L'Agence nationale des eaux et forêts (ANEF) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont organisé, mercredi à Rabat, un atelier international sur la gestion intégrée des incendies de forêts et les solutions innovantes dans ce domaine.

Cet atelier, qui se poursuit jusqu'au 15 février, s'inscrit dans le cadre du programme de coopération internationale de l'ANEF, initié en partenariat avec le Comité de la FAO en charge des questions forestières méditerranéennes (Silva Mediterranea) et le Réseau des feux de forêts pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord (NENEFIRE).

Visant à établir une plateforme de partage des connaissances pour échanger sur les défis liés à la gestion des incendies de forêts, à explorer des solutions innovantes et à promouvoir les meilleures pratiques, la rencontre met également l'accent sur les initiatives marocaines et celles des autres pays membres, notamment en matière de reconstitution et de réhabilitation des forêts post-incendie.

De même, l'atelier marque le premier rassemblement officiel des membres du réseau NENEFIRE, présidé par le Maroc, avec la présence de représentants du réseau international (Global Fire-Hub), spécialisé dans la lutte contre les incendies de forêts.

S'exprimant à cette occasion, le directeur général de l'ANEF, Abderrahim Houmy, a indiqué que ce conclave, auquel participent plus de 18 pays arabes et méditerranéens, s'inscrit dans le cadre d'un programme visant à créer un réseau entre tous les pays concernés par la gestion des risques d'incendies.

Cet événement offre une occasion d'échanger des expériences et d'initier une réflexion collective sur la gestion des incendies de forêts, qui constituent une menace pour les ressources naturelles et les populations locales, a-t-il souligné, notant que cette initiative permettra de partager l'expérience marocaine qui a réalisé d'importants progrès, permettant au Maroc d'occuper une place de choix en matière de gestion des incendies de forêts.

De son côté, le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture du Royaume hachémite de Jordanie, Mohammed Al-Hiyari, a mis en avant l'importance de cet atelier qui permet de bénéficier de l'expertise du Maroc, en particulier du système d'alerte précoce qui contribue efficacement à la lutte contre les incendies, grâce à l'utilisation des satellites, et qui représente une feuille de route pour intervenir dès les premiers instants de l'incendie, réduisant ainsi les effets dévastateurs des flammes sur le couvert végétal.

Pour sa part, le responsable principal des programmes environnementaux et forestiers au bureau régional de la FAO pour le Proche-Orient, Fidaa Haddad, a mis en garde que les incendies sont de plus en plus fréquents dans la région, ajoutant qu'en dépit de la superficie assez limitée des zones touchées, ces incendies ont impacté de manière considérable les communautés locales, l'économie et les systèmes écologiques.

Et de poursuivre que cet atelier a été l'occasion de partager les expertises et les bonnes pratiques du Maroc dans la gestion des incendies et la préservation des espaces forestiers.

Au programme de cet événement figure, notamment, une visite de terrain prévue jeudi dans la province de Tanger, où les participants auront l'occasion de découvrir de près les techniques et stratégies adoptées par l'ANEF pour restaurer et valoriser les écosystèmes forestiers affectés.

Cet atelier souligne l'importance de la coopération internationale et de l'engagement des pays de la région à relever les défis croissants posés par les incendies de forêts, dans un contexte marqué par le changement climatique. Il ambitionne également de renforcer les capacités locales pour assurer une gestion durable et résiliente des écosystèmes forestiers face aux enjeux socio-économiques et environnementaux.



BÉNI MELLAL-KHÉNIFRA FACE À UNE CRISE HYDRIQUE ALARMANTE, UN SECTEUR AGRICOLE EN PÉRIL

Longtemps considérée comme un pilier de l'agriculture marocaine, la région de Béni Mellal-Khénifra est aujourd'hui durement frappée par la sécheresse, menaçant ses principales filières de production. Autrefois capable de produire 150 000 tonnes de sucre par an, soit 30 % de la production nationale, elle peine désormais à atteindre 30 000 tonnes.

Une sécheresse qui s'aggrave

Le Maroc subit sa septième année consécutive de sécheresse, avec des précipitations en chute libre. Pour la campagne 2023-2024, seuls 27 mm de pluie ont été enregistrés à fin novembre, soit une baisse de 41 % par rapport à l'année précédente. Cette situation impacte directement l'irrigation et les réserves en eau, notamment au barrage Bin El Ouidane, dont le taux de remplissage est tombé à 5,2 % en janvier 2024, contre 11,4 % un an plus tôt.

Une économie agricole sous pression

Jouant un rôle clé dans l'agriculture nationale, la région représente 30 % des semences céréalières, 20 % des agrumes, 15 % des olives, 13 % des viandes rouges et 12 % de la production laitière. Cependant, sans accès suffisant à l'eau, ces filières sont en péril.

Hassan Mounir, directeur général de Cosumar, s'alarme : « Nous épuisons nos ressources sans solution durable. Si cette situation perdure, nous risquons non seulement la disparition de cultures stratégiques, mais aussi une migration massive de la main-d'œuvre agricole. »

Le dessalement, une solution d'avenir ?

Face à cette crise, une alternative structurelle est mise en avant : le dessalement de l'eau de mer. Bien que la côte atlantique soit située à 200 km, les technologies actuelles permettraient d'acheminer l'eau vers l'intérieur du pays.

Le Conseil régional de Béni Mellal-Khénifra a exprimé son soutien à la création d'une station de dessalement, prête à investir 1 milliard de dirhams pour son développement.

Pour Hassan Mounir, ce projet représente bien plus qu'une simple réponse à la crise : « Une station de dessalement serait une avancée stratégique, assurant la pérennité de l'agriculture et attirant de nouveaux investissements agro-industriels. »

La mise en œuvre de cette solution nécessitera un engagement fort des autorités et du secteur privé pour éviter une aggravation de la situation. « Nous devons agir tant qu'il est encore temps », conclut-il.



UNE VAGUE DE FROID "HISTORIQUE" FAIT NEUF MORTS DANS LE SUD-EST AMÉRICAIN

Au moins neuf personnes ont trouvé la mort à cause d'une tempête hivernale "jamais vue depuis des générations" qui frappe la côte est des États-Unis, mais également le sud-est, habitué à un climat plus clément en cette période de l'année.

Les décès liés à la vague de froid et de neige ont été déclarés dans des lieux distincts dans l'État du Texas. Ils concernent quatre personnes mortes d'hypothermie et cinq décédées dans un accident causé par le verglas.

Des images relayées par les chaînes de télévision américaines montrent un tapis de neige recouvrant des endroits qui n'ont pas reçu de neige depuis des décennies, comme le Texas, la Louisiane, le nord de la Floride, et jusqu'aux plages d'Orange Beach, en Alabama (sud).

La région s'étendant du sud-est du Texas à l'Alabama a enregistré des chutes de neige allant jusqu'à 20 cm par endroits, selon le National Weather Service.

Le record de chutes de neige enregistré dans cette partie des États-Unis fut de près de 7 cm en 1963 dans la Louisiane, et 15 cm en Floride en 1954. La ville côtière de Mobile, au sud de l'Alabama, a enregistré plus de 12 cm de neige, battant un record vieux de 143 ans.

Ces conditions inhabituelles ont provoqué l'annulation d'au moins 3200 vols programmés pour mardi et mercredi dans plusieurs aéroports de la région.

Les autorités ont également ordonné la fermeture des administrations, des écoles et de certaines autoroutes dans la Louisiane, la Georgie, l'Alabama, la Floride et le Mississippi.

Les chutes de neige sont accompagnées d'une vague de froid exceptionnelle étalée sur de larges pans du territoire américain, allant des frontières avec le Canada jusqu'aux côtes du golfe du Mexique faisant tomber le mercure à -20 degrés.

Lundi, le National Weather Service avait prévenu d'une "tempête hivernale jamais vue depuis des générations", appelant les habitants à la vigilance extrême.

Climat, le Sud face aux promesses non tenues

La lutte contre les changements climatiques, particulièrement pour les pays du Sud, demeure un défi colossal marqué par des promesses insuffisantes et des obstacles structurels. Lors de la COP29 à Bakou, la fracture entre le Nord et le Sud s'est encore accentuée, révélant une inertie alarmante. Cette réalité a été au cœur des discussions des Atlantic Dialogues, organisés en décembre dernier par le Policy Center for the New South, où experts et décideurs ont débattu de stratégies pour répondre à cette impasse.

Une COP décevante : des promesses loin des besoins

La COP29, tenue en Azerbaïdjan, a été décrite comme une occasion manquée. Les attentes des pays en développement étaient claires : mobiliser 1 300 milliards de dollars par an pour faire face aux impacts climatiques. Cependant, seuls 300 milliards ont été promis d'ici 2035. Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, n'a pas mâché ses mots : « Cela montre qu'il existe un réel problème de mobilisation des fonds et, surtout, de capacité pour nos pays du Sud à y accéder. Les procédures demeurent lentes et complexes. » Cette promesse de financement, bien que triplement supérieure à celle de la décennie précédente, est jugée insuffisante au regard des besoins croissants et de l'ampleur des catastrophes climatiques. Plus préoccupant encore, ces fonds sont majoritairement alloués à des initiatives de mitigation (réduction des émissions), tandis que l'adaptation, cruciale pour les pays du Sud, est laissée en second plan.

Des réponses africaines pour des défis africains

Face à cette situation, plusieurs experts, dont Matata Ponyo, ancien Premier ministre de la République Démocratique du Congo, appellent à des solutions locales. « Ce ne sont pas les institutions multilatérales comme le FMI ou la Banque mondiale qui doivent réfléchir pour nous. Il est impératif que les idées audacieuses et les solutions viennent des pays du Sud. Cela nécessite un leadership fort, une gouvernance exemplaire et une vision claire », a-t-il déclaré. Pour Matata Ponyo, la véritable clé réside dans le leadership des pays du Sud : « Le pouvoir de décision appartient surtout aux pays du Nord, mais les idées et les solutions doivent venir de chez nous. Il est indispensable que le leadership africain prenne la forme d'une gouvernance forte et d'une vision intégrée. »

Une opinion partagée par Masood Ahmed, le président du Center for Global Development (CGD), qui a souligné l'absence d'une hiérarchisation des priorités : « Nous faisons semblant d'être tous sur la même vague et cherchons des justifications à l'inaction. Cela nous empêche de nous concentrer sur l'essentiel : identifier les priorités et comprendre ce qui doit être fait en urgence. » Masood Ahmed appelle donc à un véritable consensus pour aller de la parole à l'action : « Bakou devait être la COP de la finance, un moment pour fixer un plan d'action concret sur la transition énergétique. Si nous ne fixons pas des chiffres réalistes, nous ne pourrions jamais atteindre nos objectifs. »

Le Maroc en exemple : innover pour financer l'adaptation

Le Maroc illustre parfaitement cette quête de solutions locales et innovantes. Le ministre Nizar Baraka a mis en avant des initiatives phares, notamment les projets de dessalement de l'eau de mer et les autoroutes hydriques. Ces projets, développés grâce à des partenariats public-privé et au soutien d'institutions comme le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement, démontrent qu'il est possible de mobiliser des financements autonomes pour répondre aux défis climatiques.



L'une des réalisations notables est la station de dessalement d'Agadir, l'une des plus grandes en Afrique, qui illustre la capacité du pays à innover pour répondre à la raréfaction des ressources en eau. De même, les « autoroutes de l'eau », un projet structurant visant à sécuriser l'approvisionnement hydrique, montrent l'efficacité d'une planification stratégique adaptée aux besoins nationaux.

La coopération Sud-Sud : une clé pour l'avenir

Un autre levier crucial est la coopération Sud-Sud. Le Maroc s'illustre par son engagement à partager son expertise avec d'autres pays africains, notamment dans le domaine des énergies renouvelables et de la gestion de l'eau. « La mutualisation des ressources et des compétences est essentielle pour renforcer la résilience de nos pays face aux défis climatiques », a affirmé Baraka.

Pour Joaquim Levy, économiste et directeur à Banco Safra, cette coopération doit également intégrer le secteur privé : « Les nouvelles technologies et les investissements privés peuvent jouer un rôle déterminant dans la transition énergétique et l'adaptation. Il faut capitaliser sur ces synergies. » Pour lui, « la feuille de route est claire : définir les priorités. Nous savons que le charbon est la principale source des émissions, mais il n'y a pas encore de solution pour éliminer définitivement cette source. » Joaquim souligne donc l'importance d'un plan de transition clair et de la coopération entre secteurs public et privé pour accélérer la décarbonation.

Les priorités pour demain

À court terme, plusieurs priorités ont émergé lors des discussions pour les pays du Sud. La première est de simplifier l'accès aux financements internationaux. Les lourdeurs administratives et la complexité des conditions d'accès aux fonds internationaux sont des obstacles majeurs qui freinent leur utilisation effective. Il devient urgent d'assouplir ces processus pour que les pays en développement puissent réellement bénéficier de ces ressources.

Ensuite, les pays du Sud doivent adopter des

mécanismes de financement innovants. Les partenariats public-privé, les fonds souverains et la mobilisation de capitaux locaux constituent des solutions prometteuses. Ces modèles de financement peuvent permettre une plus grande autonomie et une meilleure appropriation des projets par les acteurs locaux, tout en attirant les investissements nécessaires pour soutenir la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique.

Enfin, renforcer le leadership politique est essentiel. Une voix unifiée des pays du Sud dans les négociations internationales est indispensable pour garantir que leurs priorités soient entendues et que les engagements des pays développés soient traduits en actions concrètes. Un leadership fort, soutenu par une vision claire et partagée, permettrait de mieux coordonner les efforts, de renforcer la coopération Sud-Sud et d'accélérer l'atteinte des objectifs climatiques.

Comme l'a souligné Massod Ahmed, « si nous ne définissons pas des priorités claires et ne faisons pas preuve de cohérence entre nos discours et nos actions, nous continuerons à subir les impacts du changement climatique sans y apporter de solutions durables. »

En gros, La finance climatique reste une question épineuse, particulièrement pour les pays en développement. Mais comme l'a démontré le Maroc, il est possible de contourner les obstacles en misant sur des approches innovantes, une coopération renforcée et un leadership affirmé. La clé réside dans la capacité des pays du Sud à se mobiliser ensemble pour trouver des réponses adaptées à leurs besoins, tout en maintenant la pression sur les pays du Nord pour honorer leurs responsabilités historiques.

Loin des promesses non tenues de la COP29, les actions concrètes doivent primer, car l'urgence climatique ne saurait attendre.





Nizar Baraka, en matière de financement climatique le Maroc montre la voie avec des solutions innovantes

Lors de la COP29, les pays du Sud ont fait face à un déficit criant entre leurs besoins financiers et les engagements des pays développés. Le ministre de l'équipement et de l'eau, Nizar Baraka met l'accent sur l'urgence pour les pays du Sud de privilégier des solutions locales et innovantes. Le Maroc, à travers des projets comme le dessalement de l'eau via des partenariats public-privé, démontre qu'il est possible de renforcer la résilience sans dépendre exclusivement des financements externes. Il plaide également pour une coopération Sud-Sud accrue et un leadership africain unifié pour peser dans les négociations climatiques.

GREEN TIMES

La dernière COP29 à Bakou a été qualifiée de « décevante », notamment pour les pays du Sud. Pourquoi cette rencontre a-t-elle laissé un goût amer ?

Nizar Baraka La COP29 a mis en lumière un écart alarmant entre les besoins réels des pays en développement et les engagements financiers des pays développés. Alors que le besoin annuel s'élève à 1.300 milliards de dollars, seuls 300 milliards ont été promis d'ici 2035, un montant largement insuffisant. Cette situation révèle un double problème : la mobilisation des fonds, d'une part, et l'accès effectif à ces financements, d'autre part. En effet, les procédures d'obtention demeurent lentes et complexes, ce qui freine considérablement les pays du Sud. Par ailleurs, les fonds disponibles restent principalement orientés vers les projets de mitigation, au détriment des initiatives d'adaptation, pourtant cruciales pour les pays en développement qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Il devient donc urgent non seulement d'augmenter les ressources financières mobilisées, mais aussi de simplifier et d'accélérer leur implémentation, afin que les pays du Sud puissent réellement y accéder et répondre efficacement à leurs défis climatiques.



Pourquoi les fonds pour l'adaptation sont-ils si essentiels pour les pays en développement, et particulièrement pour l'Afrique ?

Les pays du Sud, à l'instar du Maroc, font face aux impacts concrets et croissants des changements climatiques : sécheresse, raréfaction des ressources en eau et inondations, qui menacent directement leurs populations et économies. Pour ces pays, l'adaptation constitue une priorité urgente afin de renforcer leur résilience face à ces défis. Dans un contexte marqué par la baisse des financements des pays développés, il devient impératif pour les pays du Sud de privilégier des solutions de financement innovantes et autonomes. Le Maroc offre un exemple

concret avec le développement de projets de dessalement de l'eau de mer, réalisés grâce à des partenariats public-privé, mobilisant ainsi des financements locaux et internationaux. Par exemple, la station de dessalement d'Agadir, l'une des plus grandes en Afrique, a été réalisée grâce à ce modèle. De plus, des institutions comme le Fonds Mohammed VI pour l'Investissement et la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) jouent un rôle clé en facilitant ces projets. Cette approche démontre qu'il est possible d'innover pour répondre aux défis climatiques tout en limitant la dépendance aux financements externes.

Pourquoi est-il important de compter sur des financements locaux plutôt que de dépendre uniquement des fonds internationaux ?

Nous devons être maîtres de notre destin. Développer des mécanismes internes, comme les fonds souverains ou les partenariats public-privé, permet de garantir la continuité des projets. C'est ce qui a permis au Maroc de lancer des infrastructures hydriques et énergétiques majeures sans attendre des financements externes souvent incertains.

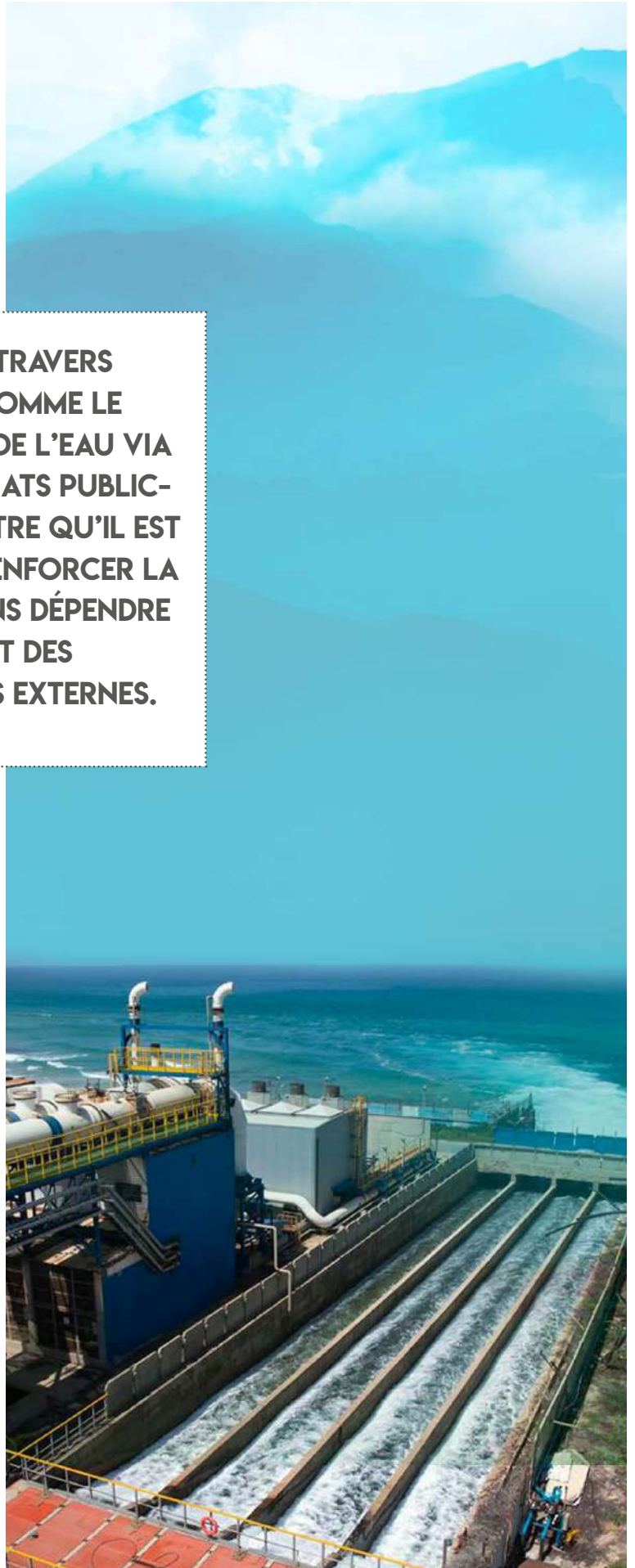
Vous plaidez en faveur d'une coopération Sud-Sud renforcée. Comment les pays du Sud peuvent-ils collaborer pour relever ensemble les défis climatiques ?

La coopération Sud-Sud est essentielle pour mutualiser nos ressources et nos compétences. Le Maroc travaille déjà avec plusieurs pays africains dans des projets d'énergies renouvelables, d'eau et d'infrastructures. Cette solidarité permettra d'échanger des solutions adaptées à nos contextes, comme le modèle de dessalement marocain, qui peut être reproduit ailleurs.

Quels leviers sont nécessaires pour que les pays africains jouent un rôle plus fort dans les négociations climatiques ?

Il faut d'abord un leadership politique affirmé et une gouvernance efficace. Les pays africains doivent parler d'une seule voix dans les forums internationaux pour exiger des financements adaptés. Ensuite, nous devons renforcer nos institutions régionales pour mobiliser des financements innovants et encourager les investissements dans les infrastructures climatiques.

LE MAROC, À TRAVERS DES PROJETS COMME LE DESSALEMENT DE L'EAU VIA DES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ, DÉMONTRE QU'IL EST POSSIBLE DE RENFORCER LA RÉSILIENCE SANS DÉPENDRE EXCLUSIVEMENT DES FINANCEMENTS EXTERNES.





Une électricité 100% renouvelable est impossible à l'horizon 2050, la limite raisonnable à planifier serait de 50% à 65% de la consommation attendue

Dans cet entretien exclusif accordé à GreenTimes, Dr. Saïd GUEMRA, expert en transition énergétique, revient sur les défis et opportunités liés aux choix stratégiques du Maroc dans ce domaine. Il souligne l'importance de la vision royale, initiée en 2009, pour réduire la dépendance énergétique du pays et atteindre un mix électrique neutre en carbone d'ici 2050. Cependant, il met en lumière les lacunes réglementaires, la faible implication du secteur privé, et la multiplicité des acteurs, freinant l'efficacité et l'innovation. Selon lui, la priorité doit être donnée à l'efficacité énergétique, qui offre des économies substantielles, avant d'investir massivement dans les renouvelables. Une simplification de la gouvernance et une réglementation incitative sont indispensables pour accélérer cette transition essentielle.

GREEN TIMES

Comment évaluez-vous les choix actuels du Maroc en matière de transition énergétique, notamment leur impact réel sur la durabilité et l'indépendance énergétique ?

Saïd Guemra Les choix du Maroc en matière de transition énergétique, ont été définis au niveau du plan de transition énergétique initié par Sa Majesté le Roi en 2009. Ce plan de transition est basé sur l'efficacité énergétique comme priorité nationale, et les énergies renouvelables économiquement viables, avec une liberté de conception du futur mix électrique carbone neutre, y compris la production électrique nucléaire. Ainsi, ce plan de transition énergétique vise l'indépendance énergétique du Royaume à 2050, du moins pour la production de l'électricité nationale, l'hydrogène peut apporter le complément surtout pour le transport. La priorité est de pouvoir réduire notre taux de dépendance énergétique, actuellement à 90%, vers quelque chose comme 14% en 2050. En 2023 les renouvelables ne représentent pas plus que 10% de notre mix énergétique. On mesure le chemin qui reste à parcourir pour arriver à une électricité net zero en 2050, le Maroc étant signataire des accords de Paris. Dans ce contexte, il faut savoir que le Maroc ne peut pas planifier une électricité 100% renouvelable, et que la limite raisonnable qui peut être planifiée pour 2050, serait de 50% à 65%, de la consommation attendue en 2050, et qui serait vers les 107 TWh/an, le reste doit être complété par le nucléaire, l'hydrogène, peu d'hydraulique, l'autoproduction, et la biomasse. L'autoproduction chez les ménages et l'industrie, ou nous souhaitons avoir une part de 10 à 15% de notre futur mix électrique, cela suppose une réglementation favorable, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Dans un grand nombre de pays, les petites autoproductions constituent une source d'énergie propre significative, des pays comme l'Allemagne, ou l'Australie disposent de 3 à 4 Millions d'installations d'autoproduction, en raison d'une réglementation très encourageante. L'atteinte de notre indépendance électrique : ne plus rien importer comme énergie primaire

pour notre production électrique en 2050, à travers les renouvelables, et technologies bas carbone : le nucléaire, nous oblige à tenir une cadence de 700 à 800 MW du grand renouvelable par an, et la mise en place de plus de 2 millions de petites installations d'autoproduction entre 2025 et 2050, soit 80 000 installations par et un investissement de 3.2 MMDh/an. C'est la trajectoire qui peut nous assurer 15% de renouvelables en production dans notre mix électrique à 2050. A 2050, nous devons partir à 800 MW/an pour les grands projets, 400 MW/an pour l'autoproduction BT/MT, soit un total de 1200 MW/an, et un investissement annuel à dominance privée de 13.2 MMDh/an, soit 330 MMDh en 25 ans. Cette trajectoire va nous permettre de couvrir notre future demande électrique à plus de 65% en renouvelables. Si nous adoptons à peu près le même coût pour les 35% restants pour le nucléaire et l'hydrogène, notre transition électrique va coûter entre 50 et 60 Milliards de Dollars à 2050. A cause de la non-réglementation actuelle, nous sommes bien évidemment très loin des deux trajectoires, aussi bien pour les grands projets que pour les petits projets en autoproduction.

**LA VISION ROYALE,
INITIÉE EN 2009,
POUR RÉDUIRE
LA DÉPENDANCE
ÉNERGÉTIQUE DU PAYS
ET ATTEINDRE UN MIX
ÉLECTRIQUE NEUTRE EN
CARBONE D'ICI 2050.**

La réglementation actuelle est-elle suffisamment incitative pour encourager les investissements privés et l'innovation dans le secteur des énergies renouvelables ?

Au fait, à aujourd'hui nous avons une situation de non réglementation. La seule réglementation qui fonctionne, est relative à une partie de la loi 13-09 qui autorise les privés dans le cadre des grands projets. Et même cette partie de la loi 13-09 connaît des difficultés, d'après le Conseil de la concurrence, 98 projets en 13-09 n'ont pas été autorisés, généralement par manque de capacité d'accueil, ce qui est en contradiction avec le rapport de l'ANRE qui stipule que la capacité d'accueil serait de 7 236 MW de quoi couvrir largement les 98 demandes. Résultat : les investissements privés ne représentent que 7% de la puissance installée en 2023, avec trois opérateurs en 15 ans. C'est une situation incompréhensible, l'Etat n'a pas les moyens pour tout faire, c'est quasiment une exclusion du privé. Si en 2023, nous sommes à 21% renouvelables dans notre mix électrique, les simulations montrent que nous aurions pu être à plus de 40% renouvelables dans notre mix électrique (à ne pas confondre avec la puissance installée). Du côté des autres niveaux de tension : la moyenne et la basse, il y'a trois lois la 58-15, 40-19, et 82-21 qui n'ont pas de décrets d'application à ce jour, c'est pour ça que je dis que nous sommes dans une situation de non réglementation. On voit des installations photovoltaïques ici et là, mais qui ne sont encadrée par aucune loi. Même si ces lois s'appliquent, particulièrement la 82-21, elles contiennent un grand nombre d'obstacles, qui couplés à la limitation de la moyenne tension avec l'arrêt des enveloppes, ne laissent aucune chance aux projets d'autoproduction.

Quels sont, selon vous, les principaux freins opérationnels et financiers à lever pour accélérer la mise en œuvre des projets d'efficacité énergétique et énergies renouvelables au Maroc ?

Si un juste milieu est trouvé entre les distributeurs d'électricité, dans la mesure où c'est le nœud du blocage des renouvelables, et les utilisateurs ménages et entreprises, le cadre réglementaire pourra être débloqué, et la transition énergétique dans notre pays pourra être accélérée. Il y'a plus de 20 ans, les financiers disaient que l'investissement dans le domaine de l'efficacité énergétique était un risque, à l'époque il n'y'avait pas de renouvelables. Aujourd'hui, ces mêmes financiers ont mis en place une multitude de lignes de financement de l'économie

verte, seulement il n'y'a pas de projets à financer, ou très peu. Les entreprises industrielles regorgent de possibilités d'efficacité énergétique et énergies renouvelables, l'interdiction de l'injection dans le réseau peut conduire à une perte de plus de 45% du productible solaire chez une entreprise, nous avons publié le cas d'un industriel marocain qui perdait 60% de son productible solaire. Si la loi 82-21 s'applique, le distributeur va payer 20% du productible, et bénéficier gratuitement des 25% restants, c'est une loi qui ne peut être applicable, et qui a besoin d'un grand nombre de décrets. Le même retard est constaté au niveau de l'efficacité énergétique, l'objectif était de réaliser une économie de 20% sur la période 2020-2030. Notre facture énergétique était à 153 MMDh en 2022, ce qui veut que 1% d'économie sur facture peut représenter une économie de 1.53 MMDh. Avec le peu d'actions entreprises par l'AMEE, on ne peut pas démontrer dans les règles de l'art de la mesure et la vérification, une économie de 1% par an. Comment arriver à 20% en 2030 ?

Le problème de l'efficacité énergétique reste entièrement posé, et il faut une solution, c'est le premier pilier de notre transition énergétique, qui peut rapporter le double des économies obtenues avec les renouvelables, avec des financements nettement moindres. Nous passons donc à côté d'un formidable levier de notre transition. Il faut revenir à l'année 2017, où Sa Majesté le Roi avait reçu le prestigieux (Energy Efficiency Visionary Award) pour cette synergie qu'il a présenté

**NOTRE FACTURE
ÉNERGÉTIQUE
ÉTAIT À
153 MMDH
EN 2022,**

entre efficacité énergétique et énergies renouvelables. Dans la pratique, Il n'est pas rare de réaliser une économie de 50% grâce aux techniques de l'efficiency et de l'efficacité énergétique, l'investissement dans les renouvelables se fait donc à la moitié du coût prévu pour les renouvelables. C'est le fondement de notre transition

énergétique, avec l'efficacité énergétique prioritaire, ce qui explique l'octroi de ce prix à Sa Majesté en 2017, récompensant sa vision instaurée depuis 2009, quand de grands de pays développés, ne disposaient pas d'un plan de transition énergétique. A noter que cette vision royale, est un concept très avancé par rapport à son temps, et a été repris par le GIEC, et beaucoup de pays y compris européens. Cette vision Royale, constitue une fierté pour tous les professionnels marocains dans le domaine de la transition énergétique : baisser les consommations au maximum avec l'efficacité énergétique prioritaire, avant de songer aux renouvelables.

Au Maroc, les deux solutions adoptées, sont l'éolien et le photovoltaïque



L'architecture de gouvernance énergétique actuelle permet-elle une coordination efficace entre les différents acteurs publics et privés ?

La réponse courte, est non. Un grand nombre de rapports reviennent sur la multiplicité des acteurs dans le domaine de l'énergie. Vous avez MASEN, ONEE, AMEE, SIE, Ministère, ANRE, Distributeurs, Ministère de l'Intérieur...chacun de ces acteurs à une petite partie de la décision en matière d'énergie. En cas d'une demande d'autorisation, un projet de décret daté du 27 Juillet 2023, instaure des commissions, alors que l'unique concerné, c'est bien le distributeur qui peut statuer, si le projet renouvelable peut être réalisé ou pas. En Tunisie, la demande est adressée à la STEG, unique interlocuteur, qui l'instruit, et accorde l'autorisation, en 15 jours avec installation du compteur bidirectionnel, et le projet peut commencer le jour 16.

Coté puissance, le seuil de 11 kW ne peut pas être dépassé selon ce même décret, ce qui veut dire le cas d'une villa pas plus. Un immeuble qui aurait besoin de 30 à 40 kW ne peut être autorisé, cela veut dire que tous les immeubles du Maroc, qui présentent le plus grand potentiel d'autoproduction solaire, sont éliminés, l'autoproduction collective est inexistante dans les textes. La multiplicité des acteurs en matière d'investissement renouvelable, couplée à des textes de lois inapplicables, et très complexes, ont eu raison de l'avance de notre transition énergétique. Il est donc impératif de concevoir une réglementation simple, un quichet unique pour les renouvelables, toute puissance confondue, autrement nous allons continuer à fonctionner avec une petite cadence de renouvelables à 200 MW/an depuis 15 ans, alors que pour atteindre notre objectif à 2050, il faut se placer sur une trajectoire à 1200 MW Renouvelables par an. L'objectif pour 2030, est 52% du mix électrique, alors que nous sommes à 21% en 2023. A cette cadence, et en excluant la basse et la moyenne tension des renouvelables, nous serons au mieux à 32% de renouvelables dans notre mix électrique, en 2030, un retard prévisionnel de 20 points.

Parmi les solutions renouvelables disponibles, quelles sont celles qui se démarquent par leur compétitivité et leur pertinence dans le contexte marocain ?

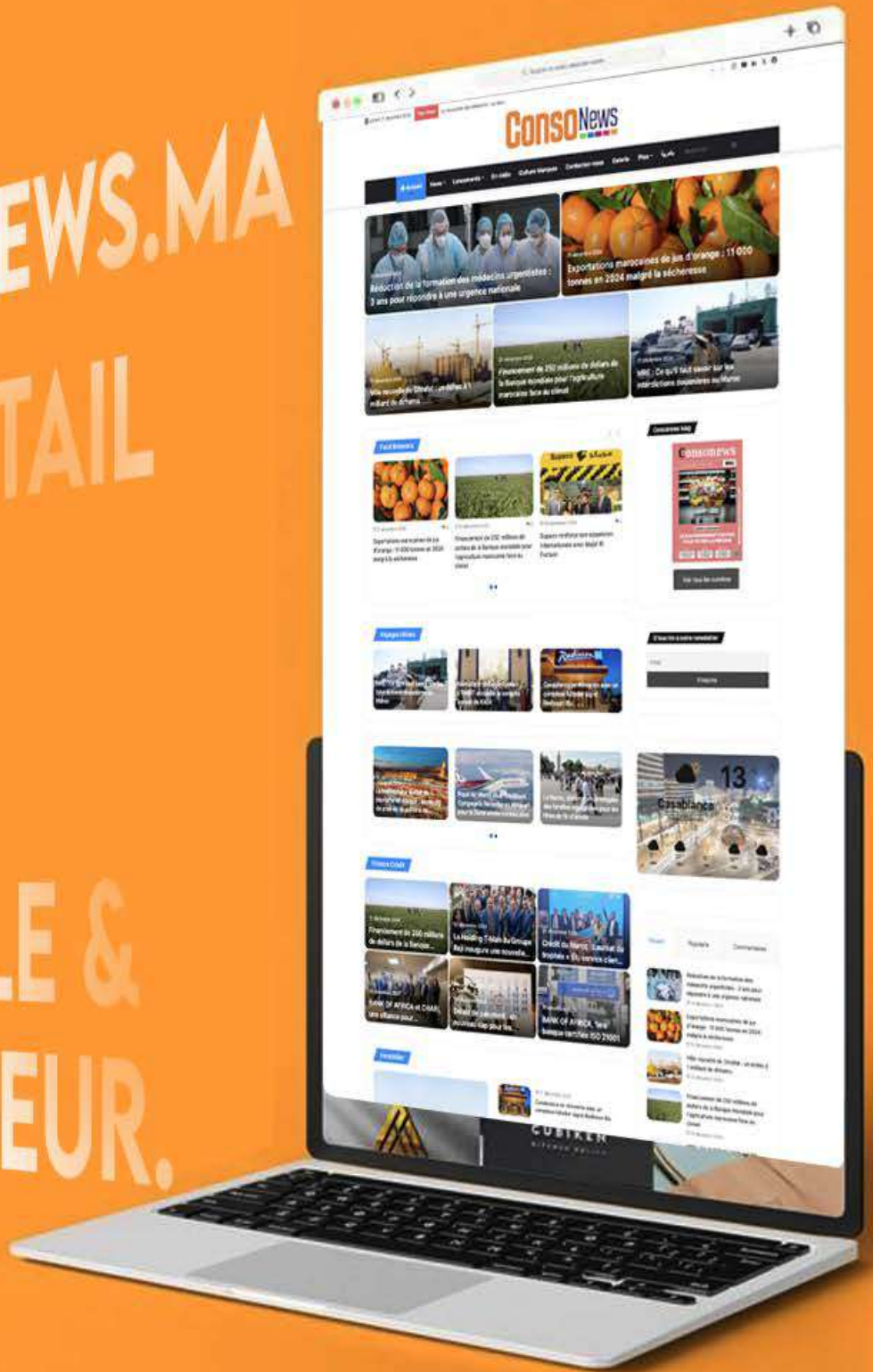
Au Maroc, les deux solutions adoptées, sont l'éolien et le photovoltaïque, de manière exclusive en dehors du CSP de Ouarzazate. Il existe bien évidemment plusieurs technologies qui peuvent participer à la production de plus d'électricité renouvelables. En premier lieu, nous retrouvons la pile à hydrogène qui peut trouver une multitude d'applications au Maroc, aussi bien dans l'industrie, que dans le bâtiment. Son usage va dépendre du coût de l'hydrogène qui sera disponible sur le marché marocain. On peut envisager de charger les futurs véhicules électriques avec cette technologie, en espérant une amélioration des rendements, et donc des coûts de charges à la portée des Marocains, l'avantage réside dans le fait de ne pas faire appel au réseau électrique qui reste très carboné, tout en évitant des puissances

de charge démesurées par rapport à la capacité de notre réseau électrique. Une deuxième technologie est relative à la production électrique à partir de la biomasse, et biogaz. Notre pays dispose d'un formidable potentiel de biomasse évalué à 115 TWh/an. Le Danemark produit plus de 23% de son électricité, à partir de la biomasse, ce pays considéré comme champion du monde de la transition énergétique est à 83,2% de renouvelables dans son mix électrique (rapport des énergies). Le souhait serait de produire au moins 5%, voire plus, de notre électricité à 2050 à partir de la biomasse et le biogaz, en développant des stations rurales de traitement de la biomasse. Le développement de la biomasse à l'échelle nationale, nous permettra d'introduire une troisième technologie, est qui la cogénération biomasse dans l'industrie, permettant aux industriels de produire leur propre électricité verte, mais également la décarbonation de l'énergie thermique, dominée aujourd'hui par le Fioul 2, grand pollueurs. Ce sont les trois grandes technologies renouvelables, et qui ne sont pas intermittentes, maîtrisées sur le plan technologique, et qui me semblent très prometteuses pour notre pays.

Autrement, nous devons impérativement industrialiser le petit et moyen éolien de 1 à 50 kW pour une multitude d'applications, et monter en puissance par la suite. Tous ces développements restent tributaires du cadre réglementaire. Nous espérons ainsi de nouvelles lois favorables aux renouvelables, et qui puissent faire avancer notre transition énergétique de manière nettement plus dynamique.



WWW.CONSONEWS.MA
PREMIER PORTAIL
MAROCAIN
DÉDIÉ AUX
CONTRIBUABLE &
CONSOMMATEUR.



Smurfit Westrock, une expansion verte au Maroc et en Afrique

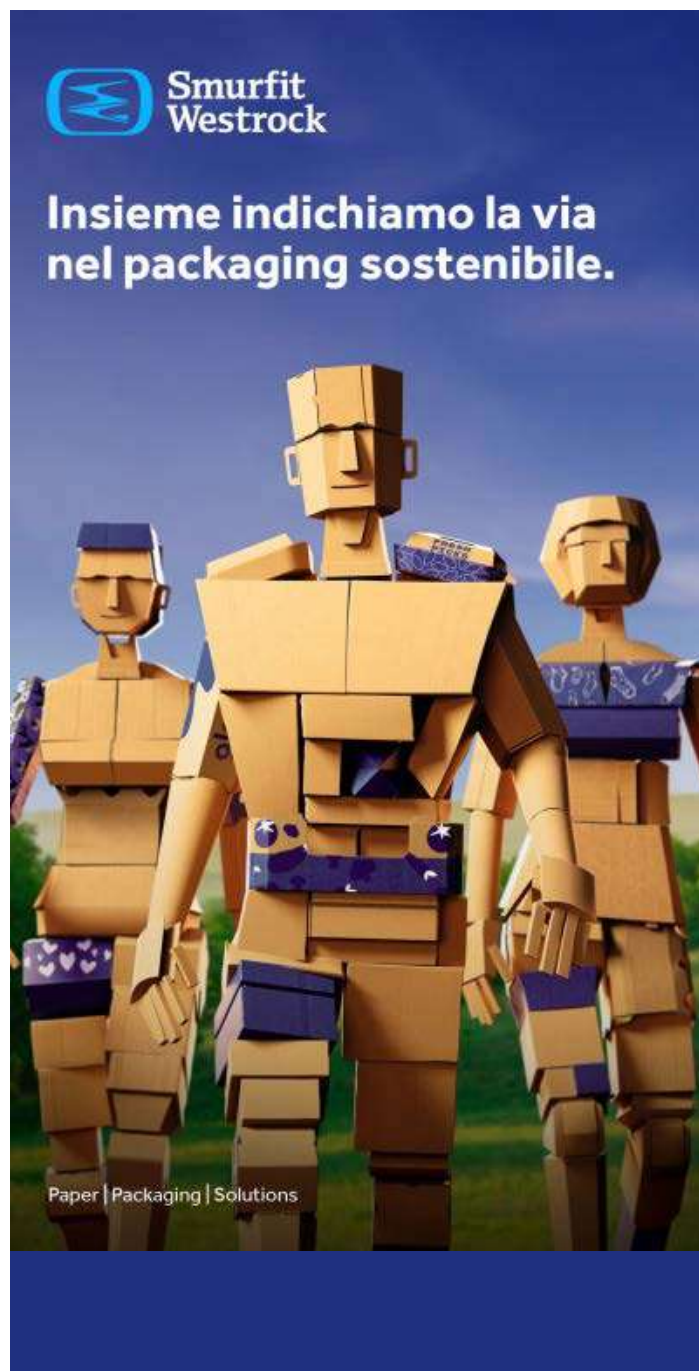
Smurfit Westrock, leader mondial des solutions d'emballage écologique, accélère son développement au Maroc avec une ambition forte : faire du pays un hub stratégique pour l'Afrique.

Dans un contexte où la durabilité et l'innovation sont au cœur des préoccupations mondiales, Smurfit Westrock met en œuvre une série de mesures qui combinent investissements massifs, adoption de technologies avancées et engagement environnemental. Ce développement ambitieux vise non seulement à renforcer sa position de leader dans le secteur, mais aussi à redéfinir son empreinte industrielle en Afrique, en introduisant des solutions plus respectueuses de l'environnement tout en répondant aux besoins croissants des entreprises locales.

L'un des projets majeurs de Smurfit Westrock au Maroc est l'ouverture de son Experience Center à Rabat. Premier du genre sur le continent africain, ce centre novateur marque une étape clé dans la transformation du secteur de l'emballage en Afrique. Ce centre à la pointe de la technologie offre aux entreprises marocaines et africaines un accès direct à des solutions intelligentes, en intégrant des outils de réalité virtuelle, d'intelligence artificielle et d'analyse prédictive. Ces technologies sont conçues pour aider les entreprises à optimiser leurs chaînes d'approvisionnement, à améliorer leur efficacité opérationnelle et à réduire leur empreinte environnementale. En combinant innovation et durabilité, ce centre représente un véritable laboratoire où se croisent les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources et d'optimisation des processus industriels. Ignacio Sevillano, PDG du groupe pour l'Espagne, le Portugal et le Maroc, a d'ailleurs précisé : « Notre mission est d'accompagner nos clients dans leur transition vers des pratiques plus durables, en leur offrant des outils et des technologies de pointe pour accroître leur compétitivité tout en minimisant leur empreinte carbone.

Une production éco-responsable

Dans la même optique de transformation durable, le groupe a investi dans une nouvelle ligne de production à Oum Azza, un site dédié à la production de carton et à l'impression de haute qualité. Cet investissement, qui porte le montant total des fonds engagés au Maroc à 40 millions d'euros, vise à augmenter les capacités de production tout en répondant aux plus strictes normes environnementales européennes. Cette ligne de production est équipée de technologies de pointe, permettant une gestion optimale des ressources et une réduction significative des déchets. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de Smurfit Westrock visant à établir un modèle de production éco-responsable qui puisse servir d'exemple et inspirer d'autres entreprises industrielles en Afrique. Selon Mounir Naciri, Directeur Général de Smurfit Westrock Maroc, « Nous avons fait le choix d'intégrer des solutions d'énergie verte, telles que les panneaux solaires, et d'éliminer l'utilisation du fioul





en faveur du gaz naturel, une transition qui nous permet de réduire notre empreinte carbone tout en améliorant notre efficacité énergétique. Nous voulons être un modèle pour l'industrie marocaine et africaine en matière de développement durable. »

Ce nouveau site à Oum Azza reflète l'engagement de Smurfit Westrock à devenir une référence en matière de production durable et de responsabilité environnementale. L'entreprise poursuit activement son ambition de réduire les émissions de CO₂ de ses installations, s'inscrivant dans une dynamique globale de transition énergétique. Smurfit Westrock, en collaboration avec ses partenaires, œuvre pour la mise en place de processus industriels moins polluants et plus respectueux de l'environnement. Ce modèle industriel intégrant des technologies écologiques et une gestion des ressources énergétiques plus rationnelle est au cœur des préoccupations du groupe, et constitue une étape importante vers l'atteinte des objectifs climatiques de l'entreprise.

Vers une empreinte écologique réduite

Depuis 2005, Smurfit Westrock a réussi à

réduire ses émissions mondiales de CO₂ de 30 à 50 %, et cette stratégie se poursuit avec encore plus de détermination au Maroc. En effet, le groupe met en œuvre une stratégie de décarbonation ambitieuse, centrée sur l'adoption de technologies propres et d'une gestion rigoureuse de l'énergie. Parmi les actions clés, on trouve l'optimisation des processus de production pour minimiser les rejets polluants, la réduction de l'utilisation des ressources naturelles et l'amélioration continue de l'efficacité énergétique des sites de production. L'intégration de sources d'énergie renouvelables, comme les panneaux solaires, constitue un levier majeur dans cette démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre, et le groupe compte continuer sur cette voie pour atteindre ses objectifs climatiques à court et moyen terme.

Cette stratégie de décarbonation ne se limite pas à la réduction des émissions de CO₂. Elle englobe également des actions concrètes pour améliorer la gestion des déchets et promouvoir l'économie circulaire. Le groupe a mis en place des processus de recyclage avancé de ses matériaux d'emballage et utilise des matières premières durables, afin de garantir que ses produits finaux respectent les principes de réutilisation et

de réduction des déchets. Cette approche contribue à renforcer la durabilité de l'ensemble de la chaîne de valeur du groupe, tout en améliorant la résilience économique des entreprises partenaires et des clients finaux.

Cap sur l'Afrique

Au-delà de Rabat, Smurfit Westrock prévoit d'étendre ses opérations vers les provinces du Sud, convaincu du potentiel économique et industriel de la région. L'objectif est clair : transformer le Maroc en un hub africain de référence, capable de soutenir divers secteurs, de l'agriculture aux industries modernes. « Notre investissement au Maroc s'inscrit dans une vision de long terme. Nous construisons ici une base solide, avec des équipes locales et une gestion marocaine », a noté Ignacio Sevillano

Avec cette montée en puissance, Smurfit Westrock démontre que croissance industrielle et engagement écologique peuvent aller de pair. En misant sur l'innovation, la digitalisation et une production responsable, l'entreprise s'impose comme un acteur clé de la transition verte en Afrique.

RSE 2024, vers une nouvelle ère de la transparence et de l'impact durable

L'année 2024 marque un tournant pour la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE). Au-delà des engagements volontaires des dernières années, la RSE devient un impératif stratégique, poussée par des évolutions réglementaires de plus en plus strictes et par les attentes croissantes des parties prenantes. Alors que la réglementation européenne, à travers la CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), impose aux entreprises une transparence accrue sur leur impact environnemental, social et de gouvernance, les entreprises se retrouvent face à un défi majeur : comment intégrer ces nouvelles normes tout en restant compétitives et en anticipant les attentes des investisseurs, des consommateurs et des employés ? Le décryptage d'Olivier Soudée, CEO et co-fondateur d'Haliro.

Si la mise en place des nouvelles normes européennes sur le reporting de durabilité peut être perçue comme une contrainte, elle constitue en réalité une formidable opportunité pour les entreprises de renforcer leur compétitivité. La pression pour plus de transparence n'est pas qu'un fardeau administratif ; elle offre la possibilité d'améliorer la gestion des risques, de saisir de nouvelles opportunités de marché et de se positionner en leaders dans un environnement de plus en plus sensible aux enjeux climatiques et sociaux. En adoptant une stratégie RSE ambitieuse, les entreprises peuvent améliorer leur résilience face aux crises économiques, climatiques et sociétales. Dans un contexte où les ressources naturelles se raréfient et où les exigences en matière de transparence augmentent, il est impératif de repenser les modèles économiques. Ceux qui sauront transformer cette obligation de transparence en levier stratégique auront un avantage certain dans un marché de plus en plus compétitif.

Anticiper les attentes des parties prenantes : un impératif de survie

En 2024, la RSE n'est plus simplement un « plus » ou un exercice de communication. Les consommateurs exigent de plus en plus que les entreprises avec lesquelles ils interagissent partagent leurs valeurs et prennent des engagements concrets pour réduire leur empreinte carbone, favoriser des pratiques éthiques et améliorer le bien-être des employés. Les entreprises qui négligent ces attentes risquent de perdre leur pertinence et, in fine, leur part de marché. Les investisseurs, quant à eux, sont devenus plus exigeants. Le développement de l'investissement responsable (ESG) signifie que les entreprises doivent non seulement générer des profits, mais aussi démontrer leur capacité à créer de la valeur durable à long terme. Une mauvaise performance en matière de durabilité peut maintenant affecter directement l'accès aux capitaux, augmenter le coût des emprunts ou même mener à des désinvestissements.

Les salariés, eux aussi, ont des attentes élevées. Dans un contexte de guerre des talents, notamment dans les secteurs de la technologie et de l'innovation, les employés sont de plus en plus attirés par des entreprises qui partagent leurs valeurs et sont alignées avec leurs préoccupations sociétales et environnementales. Leurs attentes en matière de conditions de travail équitables, de diversité et d'inclusion, ainsi que d'engagement environnemental, sont devenues des facteurs clés d'attraction et de rétention des talents.

La technologie au service de la RSE : un atout incontournable

Face à ces nouvelles exigences, les entreprises doivent se tourner vers la technologie pour structurer et améliorer leur stratégie RSE. L'utilisation d'outils



numériques et de solutions d'intelligence artificielle permet aujourd'hui de centraliser les données, de les analyser et de rendre compte des progrès réalisés en matière d'impact environnemental et social. Grâce à ces technologies, il est désormais possible de suivre en temps réel l'empreinte carbone d'une entreprise, d'évaluer la chaîne d'approvisionnement ou encore de mesurer l'engagement des parties prenantes. Cela permet non seulement de répondre aux exigences réglementaires, mais aussi de bâtir une stratégie fondée sur des données fiables et exploitables, permettant aux entreprises d'anticiper les risques, de saisir de nouvelles opportunités et de se positionner en leaders du changement durable.

De la contrainte à l'opportunité : repenser le modèle d'affaires

La RSE de 2024 ne se résume pas à cocher des cases réglementaires. Elle constitue une opportunité unique de réinventer le modèle économique de l'entreprise pour qu'il devienne résilient, durable et inclusif. Les dirigeants doivent se poser les bonnes questions : comment leur entreprise peut-elle transformer les défis environnementaux en innovations ? Comment répondre aux attentes des parties prenantes tout en améliorant la performance financière ? Comment créer de la valeur durable à long terme ? Loin d'être une contrainte, les nouvelles exigences en matière de RSE sont une chance inédite pour les entreprises d'accélérer leur transformation. Les entreprises qui sauront relever ces défis seront celles qui prospéreront dans un monde en pleine mutation. Elles contribueront non seulement à la création d'un avenir durable, mais elles renforceront également leur compétitivité et leur attractivité sur le long terme.

Vers une RSE ambitieuse et stratégique

En 2024, la question n'est plus de savoir si les entreprises doivent s'engager dans une démarche RSE, mais comment elles peuvent le faire efficacement pour en tirer un avantage concurrentiel durable. Les nouvelles normes, bien qu'exigeantes, offrent un cadre structurant pour repenser la gouvernance d'entreprise et intégrer la durabilité au cœur des stratégies. Ceux qui sauront s'adapter, innover et transformer cette contrainte en opportunité seront les leaders de demain, prêts à relever les défis du XXIe siècle.



Les Objectifs de développement Durable (ODD)

Mobilité et réchauffement climatique, inconciliables?

Comment concilier aspiration à la mobilité et lutte contre le réchauffement climatique, quand les experts prévoient que le transport aérien va encore battre ses records dans les années à venir, avec 4,9 milliards de passagers en 2024 ? L'économiste Jean-Pascal Gayant présente l'état des lieux. Et du défi.



Une récente étude s'est efforcée d'évaluer la croissance mondiale des émissions de gaz à effet de serre liée au tourisme. Entre 2009 et 2019, cette croissance était de 3,5 % par an. Les auteurs de l'étude prévoient que celle-ci sera de 3 à 4 % par an à l'avenir, ce qui correspond à un doublement des émissions tous les 20 ans. Ces perspectives, catastrophiques pour l'environnement, sont avant tout portées par les transports, en particulier par le transport aérien dont l'activité bat de nouveaux records chaque année. Les États-Unis, la Chine et l'Inde sont responsables à eux seuls de 39 % des émissions mondiales dues au tourisme et, fait marquant, ce sont avant tout les trajets domestiques (plus que les trajets internationaux) qui sont à l'origine du niveau dramatique d'émissions de gaz à effets de serre.

Les « émetteurs-pollueurs » du monde entier ne sont donc pas que de riches américains sillonnant la planète pour passer du bon temps sur des plages ensoleillées. Une grande partie des trajets est liée aux déplacements professionnels, familiaux et amicaux de la classe moyenne des pays avancés et émergents : l'usager type du transport aérien est aussi bien le jeune actif qui vient passer une semaine en famille que le couple de retraités qui s'offre une escapade dans une capitale européenne. Telle est la réalité à laquelle nous sommes confrontés : nous sommes tous fautifs et nous ne pourrions pas lutter efficacement contre le réchauffement climatique sans modifier considérablement nos habitudes de mobilité.

La mobilité, un droit essentiel

Or, ces opportunités de mobilité sont devenues un droit essentiel aux yeux des citoyens des démocraties libérales. Tout comme nous

jouissons de la liberté de pensée et d'expression, nous revendiquons le droit à la connaissance et nous préconisons l'ouverture vers l'autre. La mobilité est une condition de cet esprit de progrès et de fraternité. Imaginons que nous soyons désormais contraints à un nombre extrêmement réduit de trajets : le repli sur nous-mêmes serait inévitable, notre connaissance des autres peuples et cultures se limiterait à l'image déformée qu'en offrent les réseaux sociaux, les jeunes actifs renonceraient à des opportunités professionnelles, l'entre-soi et l'endogamie redeviendraient la norme...

La mobilité est à la fois un facteur d'épanouissement personnel et d'oxygénation des sociétés. Si la fourniture des denrées alimentaires peut largement se réorganiser sur des circuits courts, la fourniture des denrées de l'esprit ne peut se contenter du proche voisinage.

Le défi de la conciliation de l'aspiration à la mobilité et de la lutte contre le réchauffement climatique est une des questions les plus insolubles qui soit posée à notre temps. L'urgence climatique fait peser le risque évident d'une très grande limitation de la mobilité des êtres humains. Une telle contrainte sera vue comme inacceptable par la grande majorité d'entre eux. Quel gouvernement d'une démocratie libérale osera s'aventurer dans une telle direction au risque de bafouer les principes de liberté qui sont son essence et sans lesquels elle perd sa légitimité ? On entend déjà la petite musique autoritaire de certains activistes du climat qui souhaitent s'arroger le droit de restreindre la mobilité des citoyens au nom d'un principe supérieur de préservation de la planète et de son règne animal, au risque de verser dans une nouvelle forme de tyrannie.

Source ouest-france.fr



L'industrie du recyclage : alliée ou alibi de l'hyperconsommation ?

Claire Larroque
Philosophe et autrice de *Philosophie du déchet* (PUF).

Synthèse d'une interview donnée par Claire Larroque à lecho.be

L'industrie du recyclage, souvent présentée comme une panacée pour résoudre les crises environnementales, pourrait bien, paradoxalement, renforcer les logiques de surconsommation qui étouffent notre planète. En publiant *Philosophie du déchet*, j'ai voulu poser une question fondamentale : comment nos sociétés définissent-elles et traitent-elles leurs déchets ?

Une question qui dépasse les poubelles

Dans un monde où les objets manufacturés sont omniprésents, nous produisons plus de déchets que jamais. D'ici 2040, les objets créés par l'homme pourraient peser trois fois plus que l'ensemble des espèces vivantes. Pourtant, ces déchets, qui devraient nous alerter sur l'insoutenabilité de nos modèles de production et de consommation, sont invisibilisés. Ils sont relégués aux marges, comme si, en les dissimulant, nous pouvions ignorer les impacts de nos comportements.

Ce rejet est profondément symbolique : le déchet représente la finitude, la déchéance, et, en un sens, notre propre mortalité. Mais en refusant de les voir, nous refusons également de voir l'insoutenabilité d'un système basé sur le « toujours plus » et sur l'éphémère.

Le mythe du recyclage

Loin de moi l'idée de nier l'utilité du recyclage. Mais cette industrie, en se présentant comme une solution universelle, peut devenir une arme à double tranchant. Elle nous berce de l'illusion que la technologie peut tout résoudre. Le « tout-recyclable » est un mythe : même si nous parvenions à recycler chaque objet produit, la masse même des déchets et la saturation des sites d'enfouissement continueraient de croître.

Pire encore, cette confiance aveugle dans le recyclage légitime une logique d'hyperconsommation. Si tout peut être recyclé, pourquoi s'arrêter d'acheter ? En réalité, l'économie circulaire, si elle reste au

service des mêmes mécanismes productivistes, risque de renforcer le problème plutôt que de le résoudre.

Repenser notre lien aux objets

Nous vivons dans une « culture du jetable », où les objets sont conçus pour être éphémères. Cette logique engendre une déconnexion totale entre l'utilisateur et ses possessions. Réparer, composter, réutiliser sont devenus des actes presque subversifs, car ils remettent en cause le système économique dominant et nous invitent à renouer avec la matière.

Ce rapport au déchet, bien qu'il semble anodin, est en réalité profondément politique et social. Il touche à des enjeux de territoire, de justice environnementale et de citoyenneté. Les pays du Nord, dans leur logique d'externalisation, transforment trop souvent les pays du Sud en décharges à ciel ouvert, imposant aux populations les plus vulnérables le coût environnemental de notre mode de vie.

Faire du déchet une question démocratique

Il est urgent que la gestion des déchets cesse d'être un domaine réservé aux experts et devienne un véritable enjeu démocratique. Les citoyens doivent être consultés, informés et impliqués. Trop souvent, les débats autour des déchets sont accaparés par des considérations technocratiques ou économiques, laissant de côté les dimensions sociales et écologiques.

Il ne s'agit pas simplement de trier ses déchets, mais de repenser entièrement notre rapport à la consommation et aux objets. C'est en réintroduisant le déchet dans le « monde commun » que nous pourrions amorcer une transition véritablement durable.

Car en fin de compte, ce n'est pas seulement une question de déchets, mais de modèle de société. Et si nous voulons éviter que l'industrie du recyclage devienne l'alibi de notre hyperconsommation, il nous faudra affronter cette vérité dérangeante : notre bien-être ne dépend pas de ce que nous possédons, mais de ce que nous préservons.

Source Lecho.be

LES RENDEZ-VOUS DU MADE IN MOROCCO

2^{ème} édition

Octobre 2025 - Casablanca



L'INDUSTRIALISATION VERTE, UN LEVIER POUR L'ESSOR DU MADE IN MOROCCO

Organisateurs :

ConsoNews

GREEN
TIMES